

# Après l'élection de Donald J. Trump...

Si les analystes politiques n'avaient pas prévu un tel écart de voix entre **Donald Trump** et la candidate investie par le **Parti Démocrate** après le retrait du Président sortant **Joseph Biden**, c'est moins la progression de **Trump** - qui gagne 1 million de voix par rapport à 2020 - que l'effondrement de **Kamala Harris** qui, malgré une campagne empreinte de marketing, n'a pas su faire oublier son soutien inconditionnel à l'Etat sioniste génocidaire d'Israël (79% des électeurs de l'importante communauté juive l'ont plébiscité).

Elle perd près de 9 millions de voix.

2016 : Trump           62 984 000

2020 : Biden 81 283 000

Trump           74 223 000

2024 : Trump           75 889 000

Harris           72 876 000

Dans *la Raison* d'octobre 2024, nous nous interrogeons : **à qui ira la Rust Belt ?**

Et nous revenons sur le choix de Trump de **J.D. Vance** comme co-listier. Auteur du livre à succès *Hillbilly Elegy: A Memoir of a Family and Culture in Crisis* (Harper). Cet ouvrage dépeint longuement la fragilisation de la classe ouvrière et d'en tirer un argument central : le fossé avec l'élite n'est plus seulement social et culturel, mais il est aussi, et de plus en plus, géographique, centré sur la fragilisation des communautés rurales ouvrières blanches.

Début août 2024, dans une tribune au « *Monde* » les politistes **Vincent Béal** et **Max Rousseau** expliquent : « *Aux métropoles cosmopolites dynamiques, prospères et d'autant plus facilement progressistes qu'elles apparaissent comme les gagnantes de la mondialisation, s'opposerait un arrière-pays blanc en déclin, paupérisé, et de plus en plus amer à mesure que ses habitants comprennent qu'ils en sont les grands perdants* ».

D'où l'importance, pour les candidats des partis institutionnels, de l'enjeu des *Swing states* de l'Amérique délaissée, comme le Michigan, la Pennsylvanie, le Wisconsin et l'Ohio. Ceux-ci composent le cœur de la « *ceinture de la rouille* » - [\*Rust Belt\*](#) - ce bastion industriel anéanti par plus d'un demi-siècle de destruction des forces productives et de globalisation. Etats où des grandes villes en déclin qui votent démocrate (Detroit, Cleveland, Milwaukee, Pittsburgh etc.) côtoient des comtés suburbains et blancs, affaiblis par la crise.

Le 5 novembre 2024, le verdict est tombé. Les Démocrates ont perdu le Michigan, la Pennsylvanie, le Wisconsin. Ils n'ont pu reconquérir l'Ohio, perdu en 2016.

Des millions d'électeurs démocrates ont choisi de s'abstenir car, comme tout le pays, ils ont subi de plein fouet la paupérisation due à une inflation record de 25% sous le mandat de **Biden/Harris**.

Cela explique d'ailleurs l'acharnement des grévistes à arracher de substantielles augmentations de salaires dans les récentes grèves chez Boeing, dans l'automobile, les docks... qui matérialise le combat pour leur survie et celle de leurs familles.

Contrairement à bien idées reçues le combat pour le droit à l'**IVG** n'a pas fait basculer le vote présidentiel en 2024.

En 2022, le renversement de l'arrêt célèbre de la **Cour suprême** datant de 1973, *Roe vs Wade*, s'il a été l'œuvre d'une Cour, plus réactionnaire que jamais et largement dominée par des catholiques romains, a marqué le mandat de **Joe Biden**.

Selon une enquête, publiée par le *Washington Post*, 56 % des électeurs catholiques ont **soutenu Donald Trump**, contre 41 % qui ont apporté leur vote à **Kamala Harris**. Et le choix de **Vance**, catholique converti de fraîche date, est, là encore, tout sauf innocent.

Pour nos amis de l'organisation laïque **Americans United for the Separation of Church & State**, le retour de **Donald Trump** à la Maison Blanche présente une foule de défis. Ils remarquent : « *Mais n'oubliez pas que nous sommes là depuis 1947 et que nous avons connu plusieurs administrations hostiles à la séparation de l'Église et de l'État. Quoi qu'il arrive, Americans United continuera à se battre pour une véritable liberté religieuse renforcée par un mur de Séparation entre l'Église et l'État.*

Comme **l'a déclaré Rachel Laser**, présidente d'AU : « *nous avons déjà connu une administration Trump. Ces quatre années ont été difficiles, mais nous nous sommes battus et avons finalement fait échouer bon nombre des politiques néfastes qu'il a promulguées.* »

Pour l'heure, il convient de noter que la **Séparation de l'Église et de l'État** a remporté des victoires importantes lors de l'élection du 5 novembre 2024

## Victoires pour les droits reproductifs

Ces droits étaient en lice dans dix États : des mesures visant à consacrer le droit à l'avortement ont été adoptées en Arizona, au Colorado, au Maryland, au Missouri, au Montana, au Nevada et dans l'État de New York.

Une mesure visant à annuler l'interdiction des six semaines de grossesse en Floride a échoué, alors qu'elle devait être approuvée à 60 %, mais il lui a manqué quelques points. Les mesures en faveur du droit à l'avortement ont également échoué dans le Dakota du Sud et le Nebraska.

**Americans United** s'est particulièrement réjouie de la victoire des droits dans le Missouri, où l'organisation et ses alliés avaient **intenté une action en justice** devant le tribunal de l'État du Missouri, arguant que l'interdiction stricte de l'avortement dans cet État élevait une opinion religieuse au-dessus des autres et violait la **Séparation de l'Église et de l'État**.

## Les électeurs disent non aux bons d'études, les fameux « vouchers »

Depuis 2002, les lecteurs de *La Raison* connaissent la question des « vouchers », ces bons financés sur les fonds publics pour aider à la scolarisation dans le privé.

Trois États - le Colorado, le Kentucky et le Nebraska - ont été confrontés à des initiatives électorales visant à promouvoir les bons d'études privés, financés par les fonds publics.

L'initiative du Kentucky, qui aurait modifié la constitution de l'État pour permettre le financement public des écoles privées par les contribuables, a été rejetée à 65 %.

La mesure du Nebraska abroge une loi de l'État créant un programme de bons d'études. Environ 58 % des électeurs ont voté en faveur de l'abrogation de la loi.

Au Colorado, une initiative visant à ajouter un texte à la constitution de l'État afin d'ouvrir la voie aux bons d'études a échoué, 52 % des électeurs ayant voté contre. (La mesure devait recueillir 55 %

des voix pour être adoptée).

Ces résultats sont conformes aux [dizaines de votes](#) qui ont eu [lieu depuis 1967](#), au cours desquels les Américains se sont prononcés contre l'aide des contribuables aux écoles privées. Les votes sur les deux questions indiquent qu'il existe une vague de fond en faveur de la séparation de l'Église et de l'État.

Le premier mandat de **Donald Trump** a été marqué par des attaques régulières contre la **Séparation de l'Église et de l'État**, ce qui s'explique par ses liens étroits avec les groupes nationalistes chrétiens. Nous en verrons certainement d'autres l'année prochaine, lorsque M. Trump prendra ses fonctions.

Mais il est important de rappeler que malgré sa victoire, il n'a pas le mandat de porter atteinte à la première liberté de l'Amérique.

## **De Mike Huckabee à Elise Stefanik: a Greater Israel ?**

**Trump** a déjà annoncé son soutien indéfectible à son ami **Benyamin Netanyahou**, Premier ministre et à la politique génocidaire d'Israël

**Donald Trump** a choisi dimanche 10 novembre **Elise Stefanik** pour représenter les États-Unis à l'ONU.

La future ambassadrice auprès de l'ONU est connue comme contempteur de cette organisation que cette républicaine, élue de l'État de New-York, critique vivement pour ses prétendues positions contre Israël.

L'ambassadeur désigné pour s'installer à Jérusalem, n'est autre que **Mike Huckabee** - ancien pasteur et gouverneur de l'Arkansas, très apprécié des Évangéliques. Ils forment un duo garantissant une ligne ardemment pro-israélienne, sans égard pour les **Palestiniens**, vus comme un peuple artificiel.

**Mike Huckabee** estime de longue date que l'occupation n'existe pas. Seuls comptent les liens bibliques des juifs avec la « *Judée-Samarie* ». Baptiste, républicain, sudiste, **Mike Huckabee** ne cesse depuis plus de 30 ans de se présenter comme le porte-voix du *fly-over country*, cette Amérique profonde que les ploutocrates démocrates et les progressistes qu'il dénonce ne font que survoler en se rendant d'une côte à l'autre des États-Unis.

**Philippe Besson de la Commission internationale de la Libre Pensée**